

Le rôle de Nature et Progres dans l'histoire de la bio en France : Témoignage d'une actrice engagée

Quand on se penche sur l'histoire de l'agriculture bio en France, on croise inévitablement le chemin de Nature & Progres. L'influence des mouvements associatifs dans l'évolution de la bio décroît dès que l'AB devient propriété de l'Etat. Mais l'agriculture biologique, en s'officialisant, prend une tournure industrielle qui fait table rase des préceptes qui l'ont fait naître ...

On pourrait dater la naissance de la bio aux débuts de l'industrialisation de l'agriculture, en réaction à l'utilisation des premiers engrais chimiques issus de la reconversion de la poudre à canon, lorsque, à la fin du 19^e siècle, un chimiste allemand, le baron Justus von Liebig, découvre la faculté du salpêtre (ou nitrate) d'accélérer l'accroissement des plantes. Ses méthodes seront appliquées à grande échelle après la guerre de 14-18.

Avant de faire son apparition en France au début des années 50, la pratique de l'agriculture biologique s'est développée en Autriche, en Allemagne, en Suisse et en Angleterre. En Autriche d'abord, dans les années 20, quand le philosophe Rudolf Steiner pose les principes d'une agriculture réconciliant l'homme et la nature. Puis, en Allemagne, Erhenfried Pfeiffer, étudie les forces cosmiques et telluriques et leur action sur la croissance des végétaux et des animaux. Il élabore ainsi la méthode biodynamique.

Dans les années 40, en Angleterre, Sir Howard, lui, préconise l'agriculture organique : c'est une agriculture paysanne, centrée sur la fertilisation des sols à partir de matières organiques compostées. Ses propositions sont à l'origine du mouvement anglais de la *Soil Association* (créée en 1946) et du développement de la bio en Inde.

De son côté, Rusch, professeur de biologie en Suisse, s'interroge sur les dangers d'une croissance économique et industrielle pillant les ressources de la planète. S'il propose une fertilisation des sols par un compostage en surface des matières organiques, il réduit la bio à une simple technique nouvelle, répondant à la modernisation de l'agriculture.

Dans le même temps, au Japon, Fukukoa élabore les principes de "l'agriculture sauvage" ou permaculture, qui se contente de stimuler les processus naturels en limitant au maximum toute intervention, y compris dans le travail du sol.

Enfin, en Amérique du Nord et du Sud, Altieri crée l'agro-écologie. Son approche tient compte des aspects écologiques, agronomiques, mais aussi sociaux de l'activité agricole.

Tous ces courants de pensées ont en commun de dénoncer la spécialisation excessive des productions et l'usage des engrais et pesticides issus de l'industrie chimique... militaire.

Les premiers mouvements de réflexions sont d'abord confidentiels car l'agriculture industrielle n'a pas encore pénétré les campagnes profondes ; c'est la pénurie alimentaire liée à la 2^e guerre mondiale qui amène les gouvernements à établir des plans de "modernisation" de l'agriculture : n'oublions pas que l'enrôlement des paysans a laissé les terres à l'abandon. Malheureusement, comme tout développement basé sur les seuls critères économiques, ces plans ont pour effet de désintégrer la paysannerie. Comme l'industrie a besoin d'hommes, des machines les remplacent dans les champs.

En une dizaine d'années (de la fin des années 40 au début des années 60), nous passons d'une agriculture qui ne produit pas assez, faute de bras, à une agriculture qui produit trop, avec de moins en moins de paysans. C'est l'exode rural, l'urbanisation à outrance et l'accélération du

processus d'intensification d'une agriculture intensive désastreuse pour l'environnement et la santé.

De leur côté, des consommateurs s'interrogent sur la qualité de leur alimentation. Certes, depuis les années 20, les boutiques diététiques fleurissent, mais il y a un monde entre la vision "diététicienne" un peu réductrice, et celle, bien plus critique, menée sur les produits agricoles par des consommateurs environnementalistes possédant une vision globale, intégrant, bien sûr, les questions sanitaires, mais aussi les facteurs écologiques, économiques et sociaux.

En France, dès 1956, l'application des méthodes proposées par Rusch conduit aux premiers essais d'utilisation d'un engrais naturel, une algue appelée lithothamme ; en 1963, la méthode Lemaire Boucher et la société du même nom, chargée de la commercialisation de ces algues, sont créées. Les producteurs pratiquant cette méthode, et ayant droit d'usage de la marque, doivent acheter les engrais à Lemaire Boucher qui commercialise les céréales de ses clients : une sorte d'intégration agricole...

Dans le mouvement bio naissant, la démarche commerciale de Lemaire Boucher ne fait pas l'unanimité. En réaction, l'association Nature & Progrès est fondée, en 1964, par André Louis, ingénieur agronome, Mattéo Tavera, architecte, et André Birre, ingénieur aux Ponts et Chaussées. Ce ne sont pas de jeunes têtes enflammées par des idées originales, mais des hommes d'un âge dit... respectable.

Dès 1970, Nature & Progrès pose les bases écrites des règles de conduite d'une agriculture dite biologique, créant ainsi le premier cahier des charges dans le monde. Les premières "mentions" Nature & Progrès datent de 1973.

Lemaire Boucher, avec son activité commerciale, touche surtout de petits et moyens exploitants agricoles en polyculture élevage, incapables de faire le pas financier vers l'agriculture intensive, gourmande en investissements. Nature & Progrès, elle, touche plutôt les néo-ruraux, des intellectuels contestataires qui s'orientent principalement vers les produits frais et la vente directe (fruits et légumes, fromages de chèvres...).

Les premiers congrès Nature & Progrès ancrent le mouvement dans la lutte antinucléaire et l'écologie ; l'association, qui se veut apolitique et non sectaire, est très sensible aux mouvements anticapitalistes et anticoncentralisateurs des années 1970 : sa priorité va donc à la défense des petits producteurs. Cette prise de position répond à un besoin de contestation de la société et n'est pas sans lien avec les idéaux de 1968, portés également, dans leur composante sociale, par le Syndicat des Paysans Travailleurs devenu l'actuelle Confédération Paysanne.

Dans un mouvement qui a l'originalité de réunir pour la première fois des producteurs et des consommateurs, ces derniers se montrent particulièrement actifs. Leur attente, si elle est complémentaire de celle des producteurs (vente et approvisionnement), n'est pourtant pas totalement comblée puisque certains produits manquent ; ainsi naissent, à travers les associations départementales de Nature & Progrès, des groupements d'achats ; dès 1980-1985, ils se structurent en coopératives de consommateurs, lesquelles, très vite, regrouperont également leurs approvisionnements. Les Biocoop sont issues de ces premières coopératives de consommateurs.

De leur côté, les producteurs s'organisent en créant des structures de ventes destinées à l'expédition régionale ; la création du GABSO, dans le Sud-Ouest, en 1976, et de la Sica Solebio, dans le Sud en 1981, répondent à un besoin de vente à l'expédition vers les grossistes des villes et à l'exportation de certaines productions arboricoles ou maraîchères.

Au milieu des années 90, ces deux organisations de la production fusionnent avec deux centrales de coopératives de consommateurs, pour devenir des plates-formes d'approvisionnements des Biocoop.

Compte tenu de l'objet social très large de l'association Nature & Progrès, les agriculteurs issus du monde rural ne peuvent créer en son sein la structure professionnelle que réclament les pouvoirs publics dès le milieu des années 80 ; cela les mène à fonder la FNAB (Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique), syndicat ne regroupant que les producteurs. Dès le premier plan quinquennal de développement de la bio, initié par M. Riquois, la FNAB devient le principal interlocuteur des pouvoirs publics. C'est la FNAB qui luttera pour imposer une spécificité franco-française dans les cahiers des charges européens de la production animale, qu'elle juge trop laxistes. Selon le rapport Saddier de 2003, c'est cette spécificité qui empêcherait le développement économique de la bio en France¹.

Jusqu'à la naissance de la bio officielle qui l'affaiblira considérablement, Nature & Progrès, qui rassemble des militants peu enclins aux concessions et des personnes intéressées par l'alternative agronomique, ne cesse d'aider à la création de mouvements très divers.

En 1972, par exemple, Nature & Progrès se rapproche de la *Soil Association* en Angleterre et en Australie, de l'Association biodynamique danoise et de *Roadale Press* (USA) pour créer l'IFOAM (*International Federation of Organic Agriculture Movements*) dont elle assure le lancement et le secrétariat jusqu'en 1976. Aujourd'hui, l'IFOAM est la plus grande organisation internationale de la bio.

Dans le même ordre d'idée, Nature & Progrès soutient, en 1978, la création de l'ACAB (Association des Conseillers Indépendants en Agriculture Biologique), en opposition totale avec le fonctionnement Lemaire Boucher ; les objectifs de l'ACAB sont, certes, de répondre à des besoins d'accompagnement technique et d'échanges, tout à fait nécessaires dans cette pratique agricole naissante, mais surtout de donner plus de crédibilité au contrôle de la bio, en rendant les contrôleurs indépendants des organismes gestionnaires de marque.

Dans cet état d'esprit d'ouverture et de transparence, Nature & Progrès a la volonté de faire sortir la bio de la confidentialité. Cela l'amène à jouer un rôle essentiel dans l'institutionnalisation juridique et réglementaire de la bio dans les années 80.

Toute l'énergie contestataire et innovatrice du mouvement est alors captée par ce travail d'institutionnalisation. En reconnaissant enfin l'agriculture biologique, le rôle des institutions est primordial, puisqu'il contribue à faire, d'un mouvement encore très confidentiel, un mouvement reconnu de tous. Le rôle des institutions en France est cependant très ambigu car il reste très timoré par manque d'une réelle volonté politique.

Bien que l'enjeu soit considérable, tout ce travail réglementaire, particulièrement fastidieux, intéresse peu les consommateurs qui cherchent ailleurs les réponses à leurs attentes : trouver des produits bio, savoir les préparer, prendre en charge leur santé et sortir de la dépendance médicale... Beaucoup de consommateurs quitteront alors les rangs de Nature & Progrès.

¹ Une analyse du rapport Saddier, sur le développement de l'agriculture bio, est publiée en page 40 de cette revue...

L'homologation des cahiers des charges des organismes gestionnaires de marques (Nature & Progrès dès 1986, les quatorze autres à la fin des années 80) portent la marque, de la part des pouvoirs publics, d'un intérêt symbolique. La question est posée : la création d'un label de qualité (donc propriété de l'Etat) en 1993, et l'agrément de trois organismes de contrôle (Socotec, Qualité France et Ecocert) sont-ils l'expression d'une volonté politique d'en finir avec des mouvements contestataires, ou bien celle d'une volonté réelle de développer ce type d'agriculture ?

En tout cas, le résultat ne se fait pas attendre : la création du label de qualité et l'agrément des organismes de contrôle, excluant les mouvements bio, sonnent le glas d'une vie associative très riche.

En effet, toutes les structures – elles étaient 11 en 1991 – finançaient leur travaux et le développement de la bio grâce aux cotisations de leurs adhérents professionnels ; le fait que l'Etat n'ait pas souhaité soutenir l'agriculture biologique en prenant en charge le coût des contrôles a pour conséquence la déstabilisation financière des associations. Naturellement, la majorité des agrobiologistes fait le choix du contrôle payant et de la certification AB, désertant les associations...

Outre ses conséquences sur les mouvements de la bio, cette décision de faire payer le contrôle par les producteurs bio revient aussi à nier la valeur de cette pratique agricole pour l'environnement et la santé. En effet, pourquoi des producteurs devraient-ils payer pour prouver qu'ils ne polluent pas, quand les exploitants agricoles conventionnels, qui polluent à tour de bras, reçoivent des subventions ?

En réaction à cette injustice, le syndicat des producteurs Nature et Progrès (créé en 1980) lance, en 1995, une opération de boycott de la certification AB. Cette opération a pour objet de dénoncer, entre autres, le scandale du "non pollueur payeur" et le "piège" de l'institutionnalisation de la bio. Mais ce boycott est très mal perçu par un certain nombre d'agrobiologistes, et même par les Biocoop. Il faut dire que Nature & Progrès connaît beaucoup de difficultés pour communiquer sur cette action de contestation qui a probablement été lancée trop tôt pour être comprise et suivie... Il faut le croire puisque, depuis 2002, la majorité des nouveaux membres de Nature & Progrès refusent la certification officielle. Et les Biocoop, peu à peu, individuellement, acceptent les produits issus de ce refus.

Mais après 1991, la déroute est de grande ampleur et de nombreux mouvements disparaissent ; les associations les plus importantes se trouvent confrontées à de graves difficultés économiques et de gestion du personnel ; Nature & Progrès n'échappe pas à la débâcle et il lui faut se reconstruire. Une grande partie des salariés doit être licenciée. Elle se sépare de sa revue, qui existait pourtant depuis 1964, pour la confier au groupe Nature & Progrès Belgique. Il lui faudra attendre 2002 pour rattraper cet outil de communication essentiel.

Aujourd'hui, de toute cette richesse associative de la bio, ne restent que les SIMPLES, Nature & Progrès et le mouvement et le syndicat des biodynamistes.

L'histoire de Nature & Progrès montre comment, à plusieurs reprises, l'association – et finalement une grande partie du mouvement bio – a été aspirée par le travail d'institutionnalisation de l'agriculture biologique. Focalisée sur cet objectif, elle n'a pas su apporter l'énergie nécessaire au maintien du mouvement social unique qu'elle avait créé, l'alliance des producteurs et des consommateurs. Nature & Progrès qui, sur la base d'une vision très pragmatique, avait favorisé la création d'organismes comme l'ITAB, l'ACAB ou la FNAB, a fini par voir les producteurs et les consommateurs se structurer indépendamment avec, d'un côté les GAB (Groupements de l'Agriculture Biologique), de l'autre les Biocoop. Il faut ajouter que Nature & Progrès n'avait passé aucun accord avec les organismes qu'elle

initiait, contrairement à la *Soil Association* qui doit aujourd'hui son caractère incontournable à une vision d'avenir plus stratégique.

Le mécanisme par lequel s'est imposé, en agriculture, une nouvelle vision du métier et de la place du paysan dans la société, est le résultat de la mobilisation de milliers de militants de diverses organisations (syndicales, professionnelles, spirituelles, humanistes) pendant une vingtaine d'années face à une agriculture de plus en plus industrialisée. L'évolution des mots est en cela très parlante : paysan est rejeté pour devenir cultivateur, puis agriculteur et aujourd'hui... exploitant agricole ! Les mouvements sociaux actuels redonnent son sens, sa beauté et sa force au mot paysan.

L'action des associations d'agrobiologistes ne peut en effet être coupée de leur contexte politique et social : la reconstruction dans les années d'après guerre, puis l'écologie, la lutte contre la pollution, le gaspillage du papier, le tiers monde, et même la question de la décroissance (abordée dès 1975), autant de thèmes qui figurent au sommaire de la revue *Nature & Progrès* ou sont abordés dans les colloques qu'elle organise au fil des années.

Ce qu'on peut dire aujourd'hui, c'est que l'institutionnalisation de la bio a marqué ses limites (ou ses objectifs) ; la bio est actuellement dans une phase de " récupération marchande " : certains voudraient limiter son développement à un copier-coller de la production et de la distribution des produits alimentaires conventionnels.

Mais la ré-émergence de groupements d'achats locaux avec des liens très forts entre consommateurs et producteurs, allant jusqu'à des engagements financiers de la part des consommateurs, peut marquer là le retour d'une réelle innovation sociale. Le fonctionnement par réseaux est nouveau pour le monde agricole, jusque-là organisé plutôt localement. Le mouvement minoritaire des agrobiologistes, très éparpillé géographiquement, s'est donc établi à travers des codes, des symboles, des comportements, des pratiques et plus généralement des règles communes qui permettent à des individus qui ne se connaissent pas forcément de se reconnaître. **C'est l'émergence d'une culture nouvelle.**

Aujourd'hui, la bio se trouve confrontée à une étape de son histoire et ne pourra faire l'économie de l'examen des questions de fond. N'ayant pas abordé les problèmes essentiels du foncier et de la croissance (ou plutôt de la décroissance), elle devra se positionner plus clairement dans un projet de société, éclairé aujourd'hui par les mouvements alter mondialistes, dont elle aura été, probablement, l'un des précurseurs.

Ces questions de fond sont des sujets de débats à *Nature & Progrès* qui, après des années délicates, revient en front de lutte pour une agriculture biologique cohérente, dans un projet de société anti-libéral. Une certitude déjà : l'agriculture biologique se présente comme une agriculture d'avenir, parce qu'elle préserve les ressources nécessaires aux générations futures, sans pour autant renier des principes ancestraux (bon sens agronomique basé sur l'observation et les savoirs faire).

Le rapport Saddier prouve combien les réflexions critiques menées au sein de *Nature & Progrès* étaient justifiées. Reste à allier les consommateurs et les producteurs car l'enjeu est fondamental : la bio n'est pas une simple liste de produits autorisés avec des normes acceptables d'OGM et des objectifs prioritairement économiques ; la bio est partie prenante du mouvement social qui refuse d'accepter comme des fatalités le modèle économique libéral, la malbouffe ou encore la mort programmée des paysans. Elle s'associe naturellement aux victoires que sont Seattle, Cancun ou le dernier rassemblement du Larzac. Car si « d'autres

mondes sont possibles », ils ne le seront qu'avec un vrai projet paysan, issu d'une vision globale intégrant le bien-être des hommes, et celui de la terre.

Arlette Harrouch

Article publié dans la revue « Nature & Progrès » n° 44 / novembre-décembre 2003

Revue Nature & Progrès

68 bd Gambetta - 30700 Uzès

tel : 04 66 22 77 69 - fax : 04 66 03 23 41

n.pegeault@natureetprogres.org - www.natureetprogres.org